

Pierre Caspard, Jean-Noël Luc et Rebecca Rogers, (dir.)  
*L'éducation des filles. XVIII<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècles.*  
*Hommage à Françoise Mayeur.*

Numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation*,  
N<sup>os</sup> 115-116 (septembre 2007), 277 pages.

**Micheline Dumont**

Université de Sherbrooke

La revue *Histoire de l'éducation* vient de publier un numéro thématique en hommage à Françoise Mayeur. Françoise Mayeur écrivait dans l'introduction de *L'Éducation des filles en France au XIX<sup>e</sup> siècle* : « Beaucoup de livres de pédagogie sont rédigés de telle sorte qu'on pourrait croire que les filles n'existent pas. L'élève n'est pas abstrait : il est masculin, voilà tout. Les filles constituent un domaine séparé qu'on se soucie de spécifier ». Les articles de ce numéro n'expliquent pas l'origine de cette situation. Néanmoins, ils nous proposent des informations inédites et parfois passionnantes sur la question.

Jean-Noël Luc résume d'abord à larges traits la carrière de Françoise Mayeur. Celle-ci est sans doute une des premières historiennes à s'attaquer à l'objet « femmes » en France, après avoir consacré sa première thèse (1966) à l'étude d'un journal d'opinion des années 1930. Sa thèse d'État, *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, publiée en 1977, constitue le point d'entrée de la réalité de l'éducation des filles dans le champ de l'histoire de l'éducation en France. Par la suite, elle publie notamment un ouvrage de vulgarisation savante, *L'éducation des filles en France au XIX<sup>e</sup> siècle* (1979), et elle assure la rédaction du tome III de *L'histoire de l'éducation et de l'instruction en France* (1981, 2004), intitulé : *De la Révolution à l'École républicaine*. J.N. Luc explique adroitement comment cette historienne a su élargir les perspectives de ses recherches en faisant appel aux problématiques empruntées aux sciences sociales. Mais, ajoute-t-il, elle est restée réservée face aux analyses basées sur le genre utilisées en histoire des femmes. Les responsables du numéro affirment même qu'on peut expliquer par « son absence de prosélytisme », (elle siège longtemps au comité de rédaction de la revue), le fait que la revue *Histoire de l'éducation*

ait accordé peu d'espace à l'éducation des filles dans ses premières années. Les deux observations me semblent liées : seule la perspective du genre permet de placer l'histoire des femmes sur un plan d'égalité avec les autres objets de l'histoire.

Le deuxième article, « Un siècle et demi d'historiographie l'éducation des filles », est écrit par Rebecca Rogers. Il concerne exclusivement la France, bien que Rogers déplore que l'histoire comparative ne soit pas davantage utilisée en France. Son essai se situe dans la longue durée. Elle évoque d'abord le « moment républicain », avec ses histoires fondatrices qui marginalisent délibérément les institutions féminines, les timides percées qui concernent les femmes et les ouvrages suscités par les commémorations et les biographies. Puis, elle aborde les années 1970 et 1980, alors que l'éducation des filles fait son entrée simultanément dans le champ de l'histoire de l'éducation, avec Mayeur, et dans celui de l'histoire des femmes, notamment avec le premier numéro de la revue *Pénélope* en 1979. Rogers examine ensuite les études sur l'identité professionnelle au féminin, les identités sexuées des élèves et la construction de l'identité féminine dans les établissements destinés aux jeunes filles. Enfin, dans une dernière partie intitulée « L'histoire mixte et l'histoire de la mixité », elle démontre à quel point le concept de mixité est central dans les problématiques utilisées en France.

Pierre Caspard tente de répondre, dans l'article suivant, à la redoutable question « A quoi tient la supériorité des filles? ». Sa démonstration s'appuie sur des enquêtes réalisées aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, notamment trois enquêtes paroissiales sur l'admission à la communion et des études longitudinales sur la maîtrise de l'orthographe par les filles (1873–2005). Caspard met en lumière le fait que la supériorité des filles est une constante, une « invariance »; que les enquêtes considérées n'entendaient pas établir la comparaison garçons/filles; que le constat est formulé par une multitude d'acteurs sociaux et témoigne d'une mentalité collective. Il en conclut que c'est la prétention de l'école républicaine ou moderne à remplacer un enseignement jugé péremptoirement pauvre et endoctrinant qui a constitué une « *vulgate* », dont l'une des expressions les plus exacerbées concerne l'éducation des filles. « La *révolution* que l'on croit voir dans leur supériorité scolaire actuelle tient en fait à l'obscurcissement du sens de l'école pré-républicaine et de l'intérêt que la société, dans ses profondeurs lui portait » (p. 148).

Antoine Prost propose ensuite un article pénétrant où la question est de savoir si l'enseignement secondaire des jeunes filles était inférieur ou novateur? Soucieux de le distinguer de celui des garçons, les premiers concepteurs ont d'abord permis les prémisses d'une pédagogie plus ouverte. Mais la hiérarchie qui en a résulté a incité les responsables à favoriser une assimilation des programmes féminins aux programmes masculins. « La pédagogie novatrice des lycées de filles ne subsister[a] pas » (p. 168). Comment aurait-on pu prendre pour modèle un enseignement conçu pour le sexe faible? Intéressant!

Puis Jean-François Chanet s'intéresse à la question de la féminisation de l'enseignement primaire en France de 1880 à 1920. Il est dommage que cette étude ne fasse pas mention des multiples exemples de féminisation qui se sont produits un peu partout en Occident à partir de 1850. Cela aurait sans doute permis des observations

structurelles sur l'organisation du travail qui expliquent ce processus de féminisation mieux que les circonstances « hexagonales ».

Yves Verneuil propose, lui, une étude de « La Société des Agrégées » entre 1920 et 1948 ». La rigidité des catégories professionnelles en France et l'hostilité des agrégés à les intégrer dans leur propre association expliquent les méandres de leurs revendications et l'évolution de leurs préoccupations pédagogiques. Doit-on pour cela conclure que leur intérêt de classe l'a emporté sur leur intérêt de genre? L'égalité, il faut le reconnaître, est davantage un principe d'assimilation (au masculin) qu'un moteur de transformation sociale.

Enfin, dans « La rééducation des filles en internat, 1945–1965 », Anne Thomazeau montre que les principes et les méthodes de rééducation en usage sont remplis de contradictions face aux impératifs opposés de la formation professionnelle indispensable et de l'idéal de la femme au foyer qu'on persiste à proposer à la clientèle.

On peut avancer deux remarques générales sur le contenu de cet ouvrage. D'abord, s'étonner que les femmes ne soient pas plus nombreuses à y participer. S'étonner aussi que les recherches publiées au Québec, écrites en français et donc accessibles, soient à ce point invisibles dans les recherches françaises. Pourtant, en dépit de contextes sociopolitiques fort différents, les ressemblances fondamentales demeurent profondes quand il s'agit de l'éducation des filles.